

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
31 décembre 2024
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 17 décembre 2024, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil
de sécurité faisant suite à la résolution [2745 \(2024\)](#)**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport du Comité du Conseil de sécurité faisant suite à la résolution [2745 \(2024\)](#), qui rend compte des activités menées par le Comité entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2024. Le Comité a approuvé le rapport, qui est soumis en application de la note du Président du Conseil en date du 29 mars 1995 ([S/1995/234](#)).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
faisant suite à résolution [2745 \(2024\)](#)
(Signé) Amar **Bendjama**



Rapport du Comité du Conseil de sécurité faisant suite à la résolution 2745 (2024)

I. Introduction

1. Le présent rapport du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2745 (2024) porte sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.
2. La présidence du Bureau du Comité a été assurée par Amar Bendjama (Algérie) et la vice-présidence par le Guyana.

II. Contexte

3. Par sa résolution 2127 (2013), le Conseil de sécurité a imposé un embargo général et complet sur les armes à la République centrafricaine et créé un comité chargé, notamment, de suivre l'application des sanctions. Par la même résolution, il a créé un groupe d'experts placé sous l'autorité du Comité.
4. Par la suite, par sa résolution 2134 (2014), le Conseil de sécurité a imposé une interdiction de voyager et un gel des avoirs à des personnes et entités désignées par le Comité conformément aux critères définis aux paragraphes 36 et 37 de la résolution. Les deux résolutions prévoient des dérogations et énoncent les critères de désignation. La portée du régime de sanctions a été adaptée à plusieurs reprises par le Conseil depuis janvier 2016, dans les résolutions 2262 (2016), 2399 (2018), 2488 (2019), 2507 (2020), 2536 (2020), 2588 (2021), 2648 (2022), 2693 (2023) et 2745 (2024).
5. Le 30 juillet 2024, au paragraphe 1 de sa résolution 2745 (2024), le Conseil de sécurité a décidé de lever l'embargo sur les armes imposé à la République centrafricaine par la résolution 2127 (2013), telle que modifiée et reconduite par la résolution 2693 (2023). Dans la résolution, il a demandé à tous les États Membres de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert, directs ou indirects, à partir de leur territoire ou par leurs ressortissants, ou au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs immatriculés chez eux, d'armements et de matériels connexes de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et les matériels militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées correspondantes, notamment en interdisant toute assistance technique ou formation et toute aide financière ou autre en rapport avec les activités militaires ou la fourniture, l'entretien ou l'utilisation de tous armements et matériels connexes, à des groupes armés et aux personnes qui leur sont associées qui opèrent en République centrafricaine. Dans la même résolution, le Conseil a décidé que le Comité serait désormais dénommé « Comité faisant suite à la résolution 2745 (2024) ».
6. Le Groupe d'experts est composé de cinq personnes. Son mandat a été reconduit dernièrement par la résolution 2745 (2024) jusqu'au 31 août 2025. Dans cette résolution, le Conseil a décidé que le Groupe d'experts serait désormais dénommé « Groupe d'experts faisant suite à la résolution 2745 (2024) ».
7. On trouvera de plus amples informations générales sur le régime de sanctions dans les précédents rapports annuels du Comité.

III. Résumé des activités du Comité

8. Le Comité s'est réuni quatre fois dans le cadre de consultations, le 1^{er} février, le 3 juin, le 4 octobre et le 22 novembre. Il a en outre mené une partie de ses travaux par correspondance.
9. Par ailleurs, le Comité a organisé une réunion d'information pour les États de la région et les autres États Membres intéressés le 9 août afin de présenter son travail et le rapport final du Groupe d'experts.
10. Lors des consultations tenues le 1^{er} février, la Coordinatrice du Groupe d'experts a présenté le rapport à mi-parcours du Groupe (S/2024/128), soumis en application du paragraphe 7 de la résolution 2693 (2023), et le Comité a examiné les conclusions et recommandations y figurant.
11. Lors des consultations tenues le 3 juin, la Coordinatrice du Groupe d'experts a présenté le rapport final du Groupe (S/2024/444), soumis en application du paragraphe 7 de la résolution 2693 (2023), et le Comité a examiné les conclusions et recommandations y figurant.
12. Lors de la séance d'information organisée à l'intention des États Membres le 9 août, le Comité a invité les représentants permanents des États de la région et d'autres États Membres intéressés ainsi que les membres du Groupe d'experts à examiner le rapport final du Groupe (S/2024/444), soumis en application du paragraphe 7 de la résolution 2693 (2023), et les difficultés rencontrées par les États Membres, en particulier les États de la région, dans la surveillance et l'application des mesures de sanction.
13. Lors des consultations tenues le 4 octobre, la Coordinatrice du Groupe d'experts a présenté au Comité le plan de travail du Groupe.
14. Lors des consultations tenues le 22 novembre, le Comité a entendu un exposé du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, au nom du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, conformément au paragraphe 5 de la résolution 2664 (2022).
15. En application du paragraphe 104 de l'annexe à la note du Président du Conseil de sécurité en date du 30 août 2017 (S/2017/507), le Comité a publié des communiqués de presse résumant les consultations tenues le 1^{er} février (SC/15586), le 4 octobre (SC/15865) et le 22 novembre (SC/15933) et la séance d'information à l'intention des États Membres tenue le 9 août (SC/15799).
16. Le 14 mars, le Comité a adopté sa Notice n° 2 d'aide à l'application, qui contient des orientations destinées à aider les États Membres à appliquer la disposition de la résolution 2664 (2022) prévoyant une dérogation pour raison humanitaire aux mesures de gel des avoirs énoncées aux paragraphes 16 à 19 de la résolution 2399 (2018), telles que reconduites par le paragraphe 4 de la résolution 2745 (2024). Le 29 octobre, conformément à la résolution 2745 (2024), il a mis à jour la Notice n° 1 d'aide à l'application de l'embargo sur les armes et la Notice n° 2 d'aide à l'application de la disposition de la résolution 2664 (2022) prévoyant une dérogation pour raison humanitaire. Ces mises à jour ont été publiées sur le site Web du Conseil de sécurité.
17. Le Comité a adressé à 13 États Membres et à d'autres acteurs intéressés 24 communications concernant l'application des sanctions.

IV. Dérogations

18. Les dérogations à l'embargo sur les armes sont énoncées aux alinéas a) à h) du paragraphe 1 de la résolution [2648 \(2022\)](#), et l'embargo a été levé le 30 juillet 2024 par le paragraphe 1 de la résolution [2745 \(2024\)](#). Les armes destinées à des groupes armés non étatiques présents en République centrafricaine ne peuvent bénéficier d'aucune dérogation : il leur est interdit de recevoir des armes, de quelque source que ce soit.

19. Les dérogations à l'interdiction de voyager sont énoncées au paragraphe 31 de la résolution [2134 \(2014\)](#), dont les dispositions sont renouvelées au paragraphe 4 de la résolution [2745 \(2024\)](#).

20. Les dérogations au gel des avoirs sont énoncées au paragraphe 33 de la résolution [2134 \(2014\)](#), dont les dispositions sont renouvelées au paragraphe 4 de la résolution [2745 \(2024\)](#).

21. Le Comité n'a reçu aucune demande de dérogation au cours de la période considérée.

V. Liste relative aux sanctions

22. Les critères de désignation des personnes et entités passibles d'une interdiction de voyager et d'un gel des avoirs sont définis aux paragraphes 15, 20 et 21 de la résolution [2399 \(2018\)](#). Les procédures relatives aux demandes d'inscription et de radiation sont décrites dans les directives régissant la conduite des travaux du Comité.

23. Aucune entrée n'a été ajoutée à la liste ni n'en a été retirée. À la fin de la période considérée, 14 personnes et 1 entité étaient inscrites sur la liste relative aux sanctions tenue par le Comité.

VI. Groupe d'experts

24. Le 4 janvier, le Secrétaire général a nommé quatre membres ([S/2024/22](#)) du Groupe d'experts. Le 30 mai, le Secrétaire général a nommé un autre membre du Groupe d'experts, à savoir une spécialiste des ressources naturelles et des questions financières ([S/2024/422](#)).

25. Le 26 janvier, en application du paragraphe 7 de la résolution [2693 \(2023\)](#), le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport à mi-parcours, qui a été transmis au Conseil de sécurité le 1^{er} février et publié comme document du Conseil ([S/2024/128](#)).

26. Le 2 mai, en application du paragraphe 7 de la résolution [2693 \(2023\)](#), le Groupe d'experts a présenté au Comité son rapport final, qui a été transmis au Conseil de sécurité le 5 juin et publié comme document du Conseil ([S/2024/444](#)).

27. Le 26 août, après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution [2745 \(2024\)](#), le Secrétaire général a nommé cinq membres du Groupe d'experts ([S/2024/650](#)), spécialistes des groupes armés, de l'armement, des finances et des ressources naturelles, des affaires humanitaires et des questions régionales. Le mandat du Groupe d'experts arrive à expiration le 31 août 2025.

28. Le Groupe d'experts a effectué des visites en Belgique, en République centrafricaine, en Suisse et au Tchad.

29. Dans le cadre de son mandat, le Groupe d'experts, par l'intermédiaire du Secrétariat, a adressé 21 lettres à 10 États Membres, au Comité et à des entités internationales et nationales.

VII. Appui administratif et technique du Secrétariat

30. La Division des affaires du Conseil de sécurité a fourni un appui d'ordre administratif et technique à la présidence et aux membres du Comité. Elle a également apporté un appui consultatif aux États Membres en vue de faire mieux comprendre le régime de sanctions et de faciliter l'application des mesures. Elle a organisé des réunions d'information à l'intention des nouveaux membres du Conseil pour les aider à se familiariser avec les questions relatives au régime de sanctions. Pour compléter ces réunions, le Secrétariat a organisé du 6 au 8 décembre, à l'intention des nouveaux membres du Conseil, la quatrième session de formation portant sur l'élaboration, l'application, le suivi, l'évaluation, l'adaptation et la reformulation des sanctions.

31. Afin d'aider le Comité à recruter des expert(e)s doté(e)s des qualifications voulues et reflétant une plus grande diversité géographique pour faire partie des groupes et équipes de surveillance de l'application des sanctions, la Division a continué à tenir des séances d'information destinées aux groupes régionaux et organisé une activité de sensibilisation le 24 octobre. Une note verbale a été adressée le 12 décembre à tous les États Membres pour leur demander de désigner des candidat(e)s susceptibles d'être inscrit(e)s sur la liste d'experts. Le 25 juin, elle a également adressé une note verbale à tous les États Membres pour les informer des prochains postes vacants au sein du Groupe d'experts, précisant les calendriers de recrutement, les domaines de compétence recherchés et les autres conditions à remplir. Des avis de vacance de poste ont en outre été publiés en ligne le 25 juin sur le portail des carrières de l'ONU (<https://careers.un.org>).

32. La Division a continué de fournir un appui au Groupe d'experts, en prêtant son concours à l'établissement du rapport final que le Groupe a présenté au Comité en mai et du rapport à mi-parcours qu'il lui a présenté en janvier. Le Secrétariat a facilité les déplacements des membres du Groupe d'experts pour qu'ils puissent s'acquitter en toute sécurité de leur mandat, lequel prévoit notamment la tenue de réunions avec les États Membres et d'autres parties prenantes. Du 25 au 29 mars, son personnel a également effectué des déplacements aux fins de l'évaluation, au regard des objectifs de référence, de l'efficacité de l'embargo sur les armes imposé à la République centrafricaine, qui a été depuis levé, évaluation qui a servi à l'établissement du rapport du Secrétaire général (S/2024/391).

33. Le 16 mai, conformément au paragraphe 14 de la résolution 2693 (2023), le Secrétaire général a soumis au Conseil de sécurité son rapport sur les progrès faits par les autorités centrafricaines au regard des principaux objectifs de référence relatifs à l'embargo sur les armes définis dans la résolution 2127 (2013) (S/2024/391).

34. Le Secrétariat a continué de tenir et d'actualiser la Liste récapitulative du Conseil de sécurité et les listes relatives aux sanctions tenues par les comités, dans les six langues officielles et sous trois formats différents. En outre, il a amélioré l'accès aux listes et en a rendu l'utilisation plus efficace, tout en continuant à tenir à jour dans les six langues officielles le modèle de données approuvé en 2011 par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, comme le Conseil l'avait demandé au paragraphe 60 de sa résolution 2734 (2024).

35. En outre, le Secrétariat a contribué à la publication, à la mise à jour et à la suppression des notices spéciales INTERPOL-Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au fur et à mesure des modifications des listes (inscriptions, mises à jour ou radiations).
